

Dimanche 06 Septembre 09

GROUPE DE SC D'ANKERANA

En présence des OSC suivantes réunies ce jour :

- CCOC – PFNOSCM -ORDRE DES MEDECINS - ORDRE DES DOCTEURS VETERINAIRES -VDSM (*) –
FNOIM – GESCI - PME/BTP - COLLECTIF DES JEUNES ET DES ETUDIANTS POUR LA PROTECTION
DE L'UNITE NATIONALE - CP/EGVDR - CRAN
- SYNDICATS PRESENTS : CTM , FISEMA, SEREMA, USAM , SARTM

0- **En vertu de l'article 44 de la Charte de Maputo à laquelle les OSC ont pris part, article qui dit ceci :**

« Les mouvances politiques seront invitées à signer la Charte de la Transition.

D'autres mouvances ou entités peuvent y adhérer ultérieurement. Elles bénéficieront des droits et sont tenues par les devoirs y afférents. »

- 1- Les membres de la société civile cités supra, qui demeurent fidèles à leur rôle de défenseur de l'intérêt de la population, déclarent ce qui suit :
- 2- Il n'y a pas de consensus politique trouvé,
- 3- Il n'y a pas de respect des accords de Maputo 1,
- 4- Toute décision unilatérale va à l'encontre de l'intérêt supérieur du pays
- 5- Il est injuste et inique que la population ait à supporter les conséquences négatives du non-respect de Maputo
- 6- Avant que le point de non-retour ne soit atteint...
- 7- ...la société civile exhorte ainsi les quatre mouvances à revenir sur la table pour la mise en œuvre des accords de Maputo dans les plus brefs délais...
- 8- ...avec cette fois-ci la participation de la société civile et la société économique (secteur privé) :
 - pour que l'intérêt de la population prime
 - dans le cadre de la désignation des 3 postes de l'Exécutif (Président, Vice-Président de la Transition, Premier Ministre)
- 9- Le choix des personnes à ces postes doit se baser sur les profils –types définis par la société civile, dépendamment des résultats qui sont attendus de ces postes , parmi toutes les parties prenantes du pays (société politique et membres de l'Armée inclus)
- 10- En effet, la préparation de la 4^e République et des élections constituant des enjeux majeurs de la Transition requièrent des responsables neutres et impartiaux.

11- Enfin nous demandons l'accès équitable aux médias publics (RNM et TVM) dans un esprit responsable et impartial de notre part, en vertu des droits fondamentaux de toute société démocratique.

(*) VDSM : Vondron'ny Olompirenena Miaro ny Demokrasia sy ny Soatoavina Malagasy
FNOIM : Fédération Nationale des Organisations des Ingénieurs Malagasy